

Informations du Guatemala

3^e année, n° 138

Du 23 au 29 août 1985

POLITIQUE

Les Etats-Unis accusés de stéréliser les indigènes
Accusation ratifiée
Le nouveau gouvernement devra prendre des mesures impopulaires
Les salaires n'augmenteront pas
Hausse salariale exigée
Exportations de sucre paralysées
Navire de guerre américain au Guatemala
Réunions secrètes
Démenti

ECONOMIE

Fermeture des Bureaux de change
Hausse du prix de transport
La France octroie un prêt

CONTRE-INSURRECTION

Ils vivent dans des conditions atroces
Policiers du Salvador opérant au Guatemala
Nouvelles opérations contre-insurrectionnelles
Contrôles à Sololà redoublent

INSURRECTION

Affrontements à San Marcos
Attaque d'un détachement militaire

SITUATION SOCIALE

Interdiction de manifester
Grèves des étudiants
Revendications subversives

DROITS DE L'HOMME

Dénonciation portant sur la violation des Droits de l'Homme en prison
Appel pour que soient respectés les Droits de l'Homme
Violence officielle à El Peten

POLITIQUE

LES ETATS-UNIS ACCUSE DE STERELISER LES INDIGENES

Le 22 août, l'Archevêque du Guatemala, Próspero Penados del Barrio, accusait le gouvernement des Etats-Unis "d'appuyer et financer des programmes de stérélisation massive d'indigènes" guatémaltèques. Cette accusation apparaissait dans une lettre ouverte à Ronald Reagan et publiée, le 22 août, dans les milieux de presse locaux.

L'autorité suprême de l'Eglise catholique dans le pays a déclaré que ces programmes sont épaulés par l'Association Pour le Bien-Etre de la Famille -APROFAM- et financés par l'Agence pour le Développement International -AID-, agence américaine.

ACCUSATION RATIFIEE

Le 25 août, lors de la ratification de la lettre adressée au Président Reagan par le Prélat, ce dernier a signalé que les actions de stérélisations dépassaient les bornes scientifiques et deviennent des affronts à la morale, à la dignité et aux valeurs ethniques, religieuses et culturelles et, il a ajouté que si elles ne prennent pas immédiatement fin, le pays risque de devenir un vaste terrain d'expériences.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DEVRA PRENDRE DES MESURES IMPOPULAIRES

L'Ambassadeur américain, Alberto Martínez Piedra, a déclaré, selon une entrevue publiée, le 25 août par le journal El Gráfico, que l'Administration Reagan augmenterait l'aide militaire à l'armée guatémaltèque après les élections qui auront lieu en novembre prochain mais, elle ne fournirait aucune aide aux fins de résoudre la crise économique que traverse le Guatemala.

Selon la nouvelle Constitution, a poursuivi Martínez Piedra, l'armée de ce pays se doit d'accomplir des tâches militaires qui seront soutenues par Washington mais, le nouveau gouvernement devra prendre, dans le domaine économique, une série de mesures de réajustement à court terme qui ne manqueront pas de provoquer le mécontentement populaire.

LES SALAIRES N'AUGMENTERONT PAS

Le 26 août, dans un encart payant et émanant du Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, on pouvait lire qu'il impute à chaque entreprise, compte tenu de leur situation et possibilités propres, de décider si oui ou non elle pouvait envisager une augmentation salariale. Le communiqué publié dans la presse, exige du gouvernement que ce dernier n'impose pas de nouveaux salaires minimum collectifs, lequel cas il obligerait de nombreuses entreprises à se déclarer en faillite ou à réduire fortement leurs activités.

Les chefs d'entreprises, souligne le communiqué, sont pleinement conscients de la hausse du coût de la vie provoquée par l'inflation mais ils rendent le gouvernement responsable de celle-ci étant donné qu'il fait continuellement fonctionner la planche à billets sans se soucier de la couverture inexistante. Ceci a pour effet d'empêcher la reprise économique du pays.

HAUSSE SALARIALE EXIGEE

Les Travailleurs de la Banque Centrale du Guatemala, de l'Institut de Sécurité Sociale, de l'Entreprise Electrique et d'autres secteurs ont présenté, au cours de ces derniers jours d'août, des demandes de hausse salariale en brandissant la menace d'en arriver à des grèves et d'utiliser d'autres moyens de pression.

La Commission Tripartite (entreprise privée, patronat et monde ouvrier) formée par le Ministère du Travail aux fins d'analyser la possibilité de hausse salariale a échoué, lorsque le 22 août, la seule entité patronale participante c'est-à-dire la Chambre de l'Agriculture, s'est retirée de la commission en invoquant le fait que cette initiative gouvernementale ne correspondait pas aux accords conclus durant le dit "Dialogue National". Pour sa part, le porte-parole de la Préfecture d'Etat, Ramón Zelada Carrillo a fait savoir que le gouvernement n'était pas en mesure d'augmenter les rémunérations et les salaires des travailleurs des secteurs publics et privés.

EXPORTATIONS DE SUCRE PARALYSEES

Le 23 août, les transporteurs, de poids lourds, ont décidé d'arrêter le chargement de 351 600 quintaux de sucre destinés à l'exportation, pour une valeur de 800 000 dollars, comme moyen de pression pour obliger les producteurs de sucre à accepter

une hausse des frets pour le transport.

La paralysie provoquée dans les exportations de sucre a débuté au port de Quetzal, dans le département de Escuintla, où les transporteurs ont bloqué les opérations de chargement de plus de 500 camions qui devaient déverser leur contenu dans un navire américain. Les travailleurs des quais se sont joints à ce mouvement de grève en réclamant une augmentation de salaire.

NAVIRE DE GUERRE AMERICAIN AU GUATEMALA

Le navire américain Aubrey Fitch (FFG-34), équipé de missiles et muni d'un système de radar, a mouillé, le 25 août, dans le port Quetzal, à Escuintla, dans l'océan Pacifique. Du côté officiel, on parle d'une visite de "bonne volonté". Le Capitaine du navire, John Langknecht déclare que le fait d'avoir mouillé l'ancre dans le dit port s'inscrit dans les bonnes relations qui existent entre les Etats-Unis et le Guatemala.

Le navire de guerre américain, avec un équipage de 14 officiers et 200 marines, effectue des tâches militaires de contrôle le long des côtes d'Amérique Centrale, plus particulièrement près des côtes du Nicaragua.

REUNIONS SECRETES

Le 25 août, le journal Prensa Libre divulguait le fait que Vinicio Cerezo Arévalo, candidat à la présidence du Parti Démocrate-Chrétien et d'autres hommes politiques ont tenu des réunions secrètes au cours des derniers jours du mois d'août, où participaient des hauts membres du gouvernement militaire et des fonctionnaires du Fonds Monétaire International -FMI-.

Cerezo Arévalo, d'autre part, demandait, le 24 août, au cours de déclarations faites aux milieux de presse, que la Police Nationale exerce un plus grand contrôle et une surveillance accrûe parmi la population. Cet appel, a souligné l'homme politique, a pour but "que le Guatemala intègre dans les meilleures conditions un système démocratiseur".

DEMENTI

Le 28 août, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- a nié fermement une quelconque participation à l'assassinat du dirigeant et patron Roberto Castañeda Felice, qui s'est produit le 12 août dernier, démentant ainsi la véracité d'un communiqué distribué aux milieux de presse de la capitale.

L'URNG accuse le gouvernement du Général Oscar Mejia Victores d'être responsable de cet assassinat et soutient que ce dernier a été perpétré par un commando spécial de la G-2 de l'armée qui a utilisé la même méthode que celle généralement utilisée au cours des assassinats de dirigeants populaires et démocratiques.

Les insurgés guatémaltèques ajoute que la version présentée de façon à les impliquer dans le meurtre a été mise au point par l'armée pour "échapper aux pressions que les chefs d'entreprises et les hommes politiques n'allaient pas manquer d'exercer pour que soit éclaircie la mort de Castañeda Felice.

ECONOMIE

FERMETURE DES BUREAUX DE CHANGE

La Préfecture d'Etat, réunie en junte de cabinet économique, a décidé de décréter la fermeture des bureaux de change car ils constituent un danger pour les intérêts nationaux et en outre cette mesure a pour but de freiner la spéculation du dollar.

Divers bureaux de change sont gérés par de hauts gradés de l'armée.

HAUSSE DU PRIX DE TRANSPORT

Le gouvernement a autorisé, le 22 août et faisant fi de l'opposition généralisée manifestée par la population, une augmentation de 50 % du prix du billet de transport urbain.

La décision officielle a été rejetée par le secteur patronal qui exige une augmentation de 100 % et une subvention de l'Etat pour les pneus, les pièces de rechange et le combustible. En guise de mesure de pression, les chefs d'entreprises ont décidé de retirer du service une centaine d'autobus du transport urbain, provoquant ainsi des perturbations pour les milliers d'usagers des principales villes du pays.

De même, les unités de taxis collectifs se sont jointes à la grève des autobus urbains dans le but d'obtenir une augmentation de 66 % dans leur service.

LA FRANCE OCTROIE UN PRET

Le 23 août, était signé un protocole financier au titre duquel le gouvernement français octroie au régime militaire guatémaltèque un prêt de 200 millions de francs, quelques 23.7 millions de dollars.

Le prêt sera destiné à l'achat par l'armée guatémaltèque d'équipements de navigation aérienne et de communication de fabrication française.

CONTRE-INSURRECTION

ILS VIVENT DANS DES CONDITIONS ATROCES

Le 25 août, le journal El Gráfico signalait que quelques 15 000 paysans guatémaltèques, déplacés dans les bourgades de Playa Grande et Cantabal, sur les rives du fleuve Chixoy, dans le département de El Quiché, au nord-ouest, vivent "déracinés, malades et infestés de vers".

La publication qui fait mention de ces villages modèles situées dans la dite région souligne que ces paysans vivent dans "des conditions atroces", "établis dans une région sauvage et hostile".

POLICIERS DU SALVADOR OPERANT AU GUATEMALA

Des policiers du Salvador ont enlevé, en toute impunité, le 22 août, dans la ville de Guatemala, madame Dolores Emilia Córdova, veuve Balserio, de nationalité salvadorienne, pour la traduire devant un tribunal de la ville de San Salvador.

Selon l'information reçue, les policiers salvadoriens ont effectué cette opération d'enlèvement dans une rue centrale de la capitale guatémaltèque et étaient menés par le détective Venancio Rosales Rojas, membre des services secrets de l'Interpol salvadorienne, connu comme l'agent 525.

NOUVELLES OPERATIONS CONTRE-INSURRECTIONNELLES

Le 24 août, des habitants de la municipalité de Tecpán, dans le département de Chimaltenango, signalaient que de nouvelles opérations militaires se déroulaient avec les troupes d'infanterie épaulées par l'aviation dans cette région. Les habitants accusent l'armée d'exercer des pressions à l'encontre de la population et de chercher à la menacer et également d'être responsable d'actions dirigées contre les biens où la vie des habitants de cette municipalité.

Pour sa part, le Bureau Des Relations Publiques de l'Armée signalait, le 25 août, que ses troupes effectuaient des opérations de contrôle à Tecpán, Chimaltenango.

CONTROLES A SOLOLA REDOUBLENT

Le 23 août, la Préfecture départementale de la police nationale de Sololà signalait que l'armée avait ordonné aux forces de sécurité et aux troupes stationnées dans la région de redoubler les actions de surveillance et de contrôle dans les 19 municipalités de cette localité.

INSURRECTION

AFFRONTEMENTS A SAN MARCOS

Le 21 août, les Forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- signalaient dans un communiqué rebelle qu'elles avaient du essuyer, le 16 août, trois attaques consécutives de l'armée gouvernementale, dans les montagnes de la municipalité La Reforma, dans le département de San Marcos.

L'ORPA relate qu'elle a occasionné 6 pertes au sein d'une compagnie de l'armée, qui cherchait à occuper, durant une heure, des positions insurrectionnelles mais, qui fut finalement repoussée devant le feu nourri des fusils et des mitrailleuses des rebelles.

ATTAQUE D'UN DETACHEMENT MILITAIRE

Le 22 août, un communiqué rebelle signale deux attaques portées contre un détachement militaire stationné dans la bourgade de "Centro Mònaco", dans la municipalité Barillas, département de Huehuetenango, par des commandos de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP-, durant les 3 et 5 août.

L'information précise que les attaques sont à l'origine d'au moins 6 pertes au sein des troupes régulières.

SITUATION SOCIALE

INTERDICTION DE MANIFESTER

Un cordon d'effectifs de police qui menaçaient d'ouvrir le feu a empêché, le 23 août, que n'ait lieu la marche de protestation organisée par les Travailleurs de l'entreprise de Cellulose du Guatemala -CELGUSA- aux fins d'exiger le paiement des salaires qui n'ont pas encore été versés à ce jour.

La majorité des 528 employés de l'entreprise, accompagnés de leurs épouses et enfants a renoncé à entreprendre cette marche qui devait les mener de la municipalité de El Progreso au Palais National, dans la capitale, pour protester devant l'indifférence de l'Etat qui ne réagit pas lorsque les employeurs ne versent pas les arriérés des salaires légitimes.

GREVES DES ÉTUDIANTS

Le 26 août, les étudiants de l'enseignement secondaire de l'Institut National Central pour Garçons et de l'école Rafael Aqueche, annonçaient leur intention de réaliser des grèves progressives et des manifestations de protestation contre l'augmentation du prix du transport urbain.

En outre, d'autres instituts de l'enseignement secondaire se sont joints aux protestations qui touchent tout le pays.

REVENDEICATIONS SUBVERSIVES

Les travailleurs du secteur boulanger qui demandaient de meilleurs salaires et qui pour les obtenir ont décidé de suspendre leurs activités dans la capitale à partir du 26 août, ont été qualifiés de "subversifs" par les propriétaires des boulangeries.

Les chefs d'entreprises ont refusé d'accorder une hausse des salaires, fixes depuis 1980, et ont demandé l'intervention des forces de sécurité gouvernementales pour déloger les grévistes et ont menacé de limoger les travailleurs de façon massive. Le porte-parole officiel, Ramón Zelada Carrillo a signalé, le 26 août, que l'Etat n'était pas en mesure d'augmenter les salaires des travailleurs dans leur ensemble.

DROITS DE L'HOMME

DENONCIATION PORTANT SUR LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME EN PRISON

Le 22 août, les prisonniers de la Granja Penal Pavón, le plus grand pénitencier du pays, faisaient parvenir aux milieux de presse une dénonciation où ils signalent que des prisonniers disparaissent des prisons où ils sont incarcérés, que des meurtres sont commis avec la participation du personnel de sécurité, que les détenus sont maltraités et nourris de façon insuffisante.

Les détenus affirment que la Police Nationale capture de façon illégale et sans discriminations, de nombreux citoyens accusés de ne pas être en possession de leurs documents d'identité étant donné que les agents prennent soin, dans les cas contraires, de détruire et faire disparaître toute trace de documents.

APPEL POUR QUE SOIENT RESPECTES LES DROITS DE L'HOMME

Le 24 août, était publié dans les milieux de presse locaux, un communiqué émanant du Centre National de Coopération et de Développement -NCOS- qui faisait appel au régime guatémaltèque pour qu'il respecte les Droits de l'Homme dans le pays et qu'il garantisse la vie, la sécurité et l'intégrité physique des proches des personnes détenues et disparues.

Le communiqué signale que le Guatemala est l'unique pays où le pouvoir en place s'est ouvertement opposé au groupe de proches des personnes disparues, poussant jusqu'à l'extrême de vouloir décapiter le dit groupe par le biais d'une campagne d'intimidation, de menaces, de torture et de mort.

VIOLENCE OFFICIELLE A EL PETEN

Le 24 août, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG- dénonçait le fait que divers assassinats collectifs et qu'une campagne de terreur et d'intimidation étaient menés à bien par l'armée depuis le 18 août, contre les habitants des villages El Zapote et Tamarindo, dans la municipalité de Sayaxché et dans les bourgades comprises entre le village de Chinajà et le chef lieu de la dite municipalité, dans le département septentrional de El Peten.

Ces actions ont eu comme conséquence, souligne l'organisation humanitaire, qu'un grand nombre de personnes jusqu'à présent non identifiées, ont été exécutées ou blessées. Enfin, la CDHG lance un appel à la Communauté internationale et aux organisations de Droits de l'Homme pour qu'elles entreprennent des actions en vue de mettre un terme à cette nouvelle campagne de terreur organisée par l'armée gouvernementale contre la population paysanne guatémaltèque.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX